

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE



**Bulletin d'information
de la commission Afrique de la LCR**

mel : afriquesenlutte@yahoo.fr
site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

**janvier-février
2008**

Édito

2008 : Enterrer la françafrique ?

Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la francophonie, a fait sensation lors de la présentation de ses vœux pour la nouvelle année. Il a déclaré vouloir « signer l'acte de décès de la Françafrique », et de dénoncer « la prédation de certains dirigeants », « une minorité [qui] mène un train de vie luxueux ». Il ne s'agissait bien sûr pas de Nicolas Sarkozy, mais des traditionnels amis de la France producteurs de pétrole. « Est-il légitime que notre aide au développement soit attribuée à des pays qui gaspillent leurs propres ressources ? », s'interrogeait encore Bockel. Les intéressés, qui se sont reconnus, notamment Bongo, Sassou et Biya, ont immédiatement

parallèles » déclarait encore Bockel au journal Le Monde.

Certes, de telles déclarations sont une nouveauté de la part d'une personnalité politique en fonction, surtout en charge de la coopération et de la francophonie : elles étaient traditionnellement réservées à la période électorale. Mais Sarkozy nous a habitué à la campagne électorale permanente. Les déclarations de Rama Yade et de Kouchner à l'occasion de la venue de Kadhafi en France avaient aussi démontré qu'une certaine liberté de parole était autorisée, voire encouragée : ça permet toujours de ratisser large. En outre, Bockel s'est empressé de rassurer les offusqués : on l'aura mal compris, il

ne visait personne, il n'est pas un « intégriste de la transparence », il n'est pas « contre les émissaires, disons, parallèles ; je sais que le secret est parfois nécessaire ». Cerise sur le gâteau : il sait « qu'on ne décalquera pas du jour

au lendemain notre morale en Afrique. » Rien de nouveau donc du côté de la bonne conscience néocoloniale et raciste.

On sera donc plus attentif à la réalité des actes qu'aux



protesté auprès de l'Élysée, le dirigeant gabonais menaçant même de se tourner vers « des partenaires plus respectueux de la dignité [des] peuples et de la souveraineté [des] Etats ». « Il y a encore trop de rentes de situation, trop d'intermédiaires sans utilité claire, trop de réseaux

Edito

**2008 : Enterrer la
françafrique ?**

Actualités du continent

**Crise postélectorale au
Kenya.**

**Jacob Zuma et la nouvelle
Afrique du sud.**

**Grève des lycéen-ne-s en
Algérie.**

Françafrique

**Tchad : manœuvres militaires
et médiatiques.**

**Déclaration du contre sommet
eura-africain de Lisbonne.**

Histoire - Mémoire

Semaine anticoloniale.

proclamations de bonnes intentions. Du côté des travaux pratiques, Bockel a raté une excellente occasion de mettre en lumière « la prédation de certains dirigeants ». On ne l'a pas beaucoup entendu au moment de la crise tchadienne, quand ses collègues et son patron tentait de nous peindre le régime tchadien en modèle de vertu. Pensez donc ! un gouvernement « légitime », « sorti des urnes », affirmait Sarkozy. « Idriss Deby est un président élu, élu deux fois même » renchérissait Kouchner. A ce compte là, Biya, Bongo ou Sassou dont on ne comptera bientôt plus le nombre de « réélections » ne sont pas simplement des démocrates, ils sont l'incarnation même de la démocratie !

Plaisanterie mise à part et plus fondamentalement, il y a malgré tout du nouveau concernant l'impérialisme français. Depuis quelques années (en gros depuis le

génocide au Rwanda, qui aurait « traumatisé » l'armée française selon certains journalistes, et depuis la réforme de la coopération militaire qui a suivi en 1997-1998), on tente de nous faire prendre un ravalement de façade pour un changement de logique. Certains milieux politiques, militaires et même économiques ont conscience que l'image maintenant assez communément admise – en France et en Afrique - d'une France néocoloniale et des pratiques maffieuses de la Françafrique nuisent à la préservation des intérêts français (intérêts économiques et stratégiques). D'où les efforts répétés

pour changer cette image, mais l'image seulement : pour nous expliquer que la coopération militaire française est désormais au service du Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix (dispositif Recamp), pour nous convaincre que les interventions militaires unilatérales sans mandat international sont révolues, et pour embarquer les partenaires européens aux côtés de nos armées. De ce point de vue, la gestion de la crise tchadienne par l'Elysée a été une réussite médiatique : afficher un soutien politique à Déby, mais une vertueuse neutralité dans les

combats, le tout sanctifié par une résolution du conseil de sécurité. « Ces images tournées par l'armée française le prouvent, s'enthousiasmaient France 2 sans crainte du ridicule, quand les forces tricolores croisent les rebelles, elles observent une stricte neutralité. » Heureusement, quelques journalistes se souviennent que c'est hors champ des images fournies par le Sirpa que commence leur travail. Et ici, force est de constater que les vieilles pratiques ont la vie dure...

Robin Guébois.

Kenya : les responsabilités criminelles des dirigeants

La crise qui secoue le Kenya vient de loin et la fraude électorale du clan Mwai Kibaki n'a fait que la précipiter de manière dramatique.

En dénonçant, même de manière populiste, les corruptions et la pauvreté dont sont victimes la grande majorité des Kenyans, Raila Odinga a suscité un espoir d'amélioration de leur vie. C'est cette perspective que la population voit disparaître qui est la source des manifestations, au début pacifiques, mais violemment réprimées par le GSU (General Service Unit), l'unité paramilitaire de la police. Cette violence a, peu à peu, dégénéré et s'est formalisée en partie dans des affrontements entre communautés. Ces affrontements ethniques existent parce qu'ils ont été alimentés tout au long de l'histoire du Kenya.

De par le rôle qu'il joue dans les pays africains, l'Etat est un enjeu pour la bourgeoisie parasite afin de s'accaparer les richesses dans le pays ; celles produites par les paysans, celles de l'aide internationale et celles qui leur permettent de bénéficier des contrats publics. Accéder au pouvoir et le garder nécessite une base sociale

restreinte qui peut être construite autour de l'ethnie ; ce qui ne veut pas dire, bien au contraire, que tous les gens appartenant à cette communauté bénéficieront de la redistribution, souvent le seul avantage c'est d'espérer en bénéficier.



Le Kenya ne déroge pas à cette règle. En 1963, date de l'indépendance du pays, Jomo Kenyatta accède au pouvoir. D'un nationaliste intransigeant il deviendra rapidement un conservateur qui va mettre en place une gestion où quelques privilégiés de son ethnie -les Kikuyu- vont pouvoir s'accaparer la plupart des richesses. Destitué par son vice-président, Daniel Arap Moi, celui-ci fera de même, mais au profit de son ethnie. Pendant plus de vingt ans les Kenyans vont devoir supporter dictature, pauvreté et corruption. Moi, pour rester au pouvoir, va soutenir des tensions ethniques, tenter d'exacerber les divisions, mais cette politique deviendra vite inefficace face à la volonté d'un peuple de renverser cette dictature. Dans cette bataille, les Kenyans feront preuve d'unité et de solidarité, bien au-delà des différences d'ethnies. Ce qui démontre que des

projets politiques pour des changements sociaux peuvent faire fi des divisions. Fin des années 90, ces mobilisations vont s'amplifier ; un front large de l'opposition -le NARC- va se construire, dirigé par Kibaki et secondé par Odinga, de l'ethnie des Luo, qui remportera triomphalement les élections. Avec plus de 60 % des voix obtenues sur la base de trois grands principes : instauration de la démocratie, lutte contre la corruption, partage des richesses.

Dès les premiers mois de pouvoir, Kibaki va se détourner de ses promesses : au niveau démocratique il va proposer une constitution différente de celle promise qui sera finalement rejetée par référendum. Au niveau de la corruption, John Githongo, le commissaire chargé des enquêtes, devra se réfugier au Royaume-Uni car menacé de mort après avoir pointé les délits financiers du clan Kibaki. Mais surtout, et c'est le plus important, il va rompre le pacte d'unité (le *Memorandum of understanding*) entre les différentes communautés



en refusant de prendre Raila Odinga comme premier ministre et en ressuscitant les réseaux des privilégiés Kikuyu. La déception et la rancœur seront immenses.

Si les libéraux vont louer l'économie du Kenya, du fait de son système bancaire fiable et performant, et de sa croissance économique de plus de 6% tant en 2006 qu'en 2007, ils se garderont bien de préciser que cette croissance se fera contre la population. La communication du bureau des affaires sociales des Nations-Unies du 11 janvier l'illustre bien : « Avant l'entrée en fonction de M. Kibaki, « nous achetions du sucre pour 45 shillings », s'est souvenue Agnès Naliaka, habitante de longue date du bidonville de Kawangware, à Nairobi. « Maintenant, c'est 65 shillings. Un kilo de graisse de cuisson valait 50 shillings, maintenant, il se vend à plus de 100 shillings », a-t-elle expliqué, ajoutant que les loyers

avaient doublé dans le bidonville, au cours des cinq dernières années. Aujourd'hui le bilan c'est que la grande majorité des kenyans, vivent avec moins de deux dollars US par jour. Les dirigeants de ce pays, par leur trahison, leur fraude et leur corruption ont plongé la population dans le désespoir nourri par un système particulièrement dur comme l'indique un éditorial du journal kenyan le *Sunday nation* : « Le Kenya pratique un capitalisme sauvage, inhumain, qui encourage une concurrence féroce pour la survie, les richesses et le pouvoir. Quant à ceux qui ne sont pas compétitifs, on les laisse vivre comme des animaux dans des bidonvilles » Au niveau des campagnes, la question foncière se pose, notamment là où les conflits les plus vifs se déroulent, mais cette question est aiguisée au fur et à mesure que les élites corrompues et traders internationaux accentuent l'exploitation des paysans, prix à

payer pour que le Kenya s'insère dans le marché mondial.

Le vrai drame que vit le Kenya est qu'une partie de la population assimile les dirigeants avec leur ethnie d'appartenance. Le nombre de kikuyu qui vivent dans le dénuement aux côtés d'autres kenyans des autres communautés devrait permettre de relever le vrai défi : la construction d'une organisation capable de mettre la question du partage de la richesse non pas sur des critères d'appartenance ethnique, mais sur des critères de classe. Les mobilisations du peuple kenyan, notamment contre la dictature de Moi, les réseaux militants existants, montrent que cette perspective, loin d'être utopique, est la seule réaliste pour éviter les désastres.

Paul Martial

Jacob Zuma et la nouvelle Afrique du Sud

En décembre dernier Jacob Zuma a été élu président de l'ANC. Dans la tradition du parti, le dirigeant du parti au pouvoir devient le candidat à la présidence. Ceux qui ont voté pour Zuma supposent qu'il sera le prochain président d'Afrique du Sud et remplacera Thabo Mbeki lors des élections nationales de 2009. La nouvelle de l'élection de Zuma a provoqué une onde de choc dans les milieux d'affaires. La bourse de Johannesburg a connu une crise temporaire et la presse internationale a prédit un renversement de la 'stabilité économique' et de la bonne gouvernance qui avaient caractérisé l'engagement de Mbeki envers le néolibéralisme et la croissance économique.

Zuma est à tous égards une personnalité controversée. Il a profité massivement de la nouvelle immunité en tant que personnage central du gouvernement ANC. L'an passé il est passé en jugement sur une accusation de viol, et a expliqué que pour éviter le risque du sida il avait pris une douche après les faits. Il a été relaxé. Quelques jours après sa victoire aux élections de l'ANC, on lui a annoncé qu'il allait être mis

en examen pour corruption, du fait d'une 'relation corrompue' avec un associé en affaires qui est déjà en prison. Zuma n'est pas non plus un ami des grévistes. Lors de la grève nationale de l'an dernier Zuma ne s'est pas adressé aux grévistes et n'a pas soutenu leurs revendications. Sa déclaration la plus publique, faisant écho à celle de Mbeki, a consisté à dire que les grévistes donnaient une mauvaise image de l'Afrique du Sud.

Malgré le rôle de Zuma dans la nouvelle Afrique du Sud, son élection est le produit de la colère contre la politique de Mbeki qui se répand de plus en plus. Zuma est devenu le flambeau de la colère des masses dans un pays qui est polarisé entre une richesse obscène et une pauvreté qui s'aggrave. L'Afrique du Sud est toujours ravagée par le chômage de masse, qui est estimé officiellement à plus de 45%. Les millions de nouvelles maisons promises par Mandela n'ont pas été construites, et les bidonvilles et les camps de squatters sont visibles dans toutes les grandes villes. Mais il y a eu de vrais gagnants. La vieille élite blanche a



conservé ses privilèges et les multinationales sont restées au centre de l'extraction minière. Mais les quatorze dernières années ont vu émerger une élite noire qui a bénéficié des dividendes qui lui ont été octroyés par la vieille classe dirigeante.

Le pays est célébré par la 'communauté internationale' comme un symbole de stabilité économique et de bonne gouvernance. Mais la réalité est tout à fait différente. Le commentateur Patrick Bond décrit l'état vulnérable de l'économie comme « une machine économique parasitaire, avec de hauts niveaux de pauvreté, accablée par le chômage et la fuite des capitaux, orientée vers l'élite et écrasant les pauvres gens, et dont les gains n'apparaissent que comme une profitabilité temporairement restaurée pour le grand capital et une frénésie de consommation pour



une petite bourgeoisie saturée de crédit. » Derrière la victoire de Zuma, il y a un réveil massif de la lutte de la classe ouvrière. La vague de grève, y compris la grève du secteur public en juin dernier, a vu

passer les journées d'arrêt de travail, de 500.000 en 2003, à 2.900.000 en 2006, et à plus de 11 millions en 2007. Dans les services publics de fourniture d'eau et d'électricité, les manifestations, les émeutes et les organisations sont montées en flèche, passant de moins de 6.000 en 2004 à plus de 20.000 en 2005-2007.

En novembre, Zuma s'est rendu à Londres pour lever des fonds pour sa campagne et aussi, de façon cruciale, pour rassurer aux milieux d'affaires sur son absence d'intention de modifier la politique pro-business de Mbeki. Même avec ces tentatives de calmer l'opinion internationale, Mbeki est déterminé à tenter de se présenter comme le candidat de l'ANC aux élections de l'année prochaine. Mbeki pousse à

la mise en examen de Zuma pour corruption dans l'espoir qu'il sera discrédité. Mais la fédération syndicale COSATU et le Parti Communiste Sud-Africain, qui sont ensemble les deux principales organisations de la classe ouvrière, soutiennent Zuma. La déclaration du secrétaire provincial de la COSATU Zet Luzipho est sans ambiguïté: 'Cette fois-ci il y aura du sang répandu au tribunal' si le procès auquel poussent Mbeki et ses partisans a lieu.

Dans le contexte actuel de radicalisation du débat politique et de la lutte syndicale, il y a d'énormes opportunités pour qu'émerge une gauche authentique.

Léo Zeilig

La protestation continue en Algérie

Pour accroître la sélectivité, le ministère de l'éducation nationale ne va pas de main morte ! Emboitant le pas sur la grève des fonctionnaires, les lycéen-ne-s ont entamé une grève pour protester contre la surcharge des programmes, suite à la réforme des enseignements d'il y a quelques années. Cette réforme a eu pour principal objet le durcissement du niveau. Aucun moyen financier, concernant par exemple la formation des professeurs, n'a été mis en place pour faire face à ce changement quantitatif. Ainsi cette année, les notes obtenues au premier trimestre ont été catastrophiques et les professeurs sont conscients de ne pas pouvoir finir le programme d'ici mai. Certaines filières ont même jusqu'à 10 épreuves à préparer (1) ! Pour beaucoup de lycéen-ne-s, non seulement le bac est compromis, mais en plus l'entrée à l'université est conditionnée par l'obtention de bonnes notes. On comprend donc qu'en plus du plan de privatisation des facs, tous les moyens sont bons pour empêcher l'accès d'un nombre croissant de jeunes. Comment alors cette nouvelle génération d'Algériens peut-elle sortir du triptyque « harka/kamikaze/hitiste » (2) ou du retour au foyer ?



Les lycéen-ne-s ont compris que ce n'est que par la lutte qu'ils pourront s'en sortir et obtenir satisfaction de leurs revendications, à savoir l'allègement du programme et l'organisation d'une deuxième session. Perçue d'abord comme une simple protestation, les pouvoirs publics n'ont pas pris pas mesure de la situation. Mais au fur et à mesure

des jours, le mouvement s'est amplifié dans toute l'Algérie. Il a touché d'abord la capitale pour ensuite s'étendre à l'est et à l'ouest du pays, allant même jusqu'au sud de l'Algérie. Les manifestations convergèrent vers les directions locales de l'éducation et le ministère, les maisons de presse, mais dans certaines villes comme Alger, un important dispositif de répression a été mis en place.

Le 23 janvier, après une semaine de mobilisation, une rencontre sous tutelle de l'Union Nationale des

Etudiants Algériens et d'organisations de parents a été organisée avec le ministère. Au grand étonnement des délégués grévistes, la rencontre programmée avec le ministre de l'éducation Aboubakr Benbouzid n'eut pas lieu. A l'issue de cette journée, il fut proposé la mise en place d'un dispositif de commissions examinant l'état d'avancement du programme dans tout le pays. Les délégués, réunis en assemblée générale au siège de l'UNEA décidèrent de suspendre la grève durant les négociations : « nous avons décidé de reprendre les cours aujourd'hui. Nous allons attendre jusqu'au 2 février; si aucune mesure favorable n'est proposée, la grève reprendra » (3), déclare Hakim.

Or, cette décision n'a pas été suivie par la plupart des lycéens qui craignent la fin de la lutte récupérée par d'autres qu'eux, ce qui est on ne peut plus juste, car les garanties obtenues sont des demi-mesures négociées au détriment des acteurs du mouvement. Les menaces de sanction et insultes de Benbouzid du type : « ceux qui refusent le nouveau baccalauréat c'est comme celui qui refuse un logement respectable alors qu'il habite un bidonville », au lendemain des négociations n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu, et discréditer le ministre au regard de l'opinion publique. L'enjeu des prochains jours est de faire

converger la relance de la grève des fonctionnaires prévue les 10, 11 et 12 février avec le mouvement lycéen, et faire fi de l'épouvantail islamiste agité par le pouvoir !

Sellouma

- (1) Madjid Makedhi, in *El watan*
(2) Abed Charef, in *Le quotidien d'Oran*. Harga = clandestin ; Hitiste = celui qui tient les murs, expression attribuée aux jeunes hommes chômeurs.
(3) Madjid Makedhi, in *El watan*

Tchad : manœuvres militaires et médiatiques

Contrairement à ce que la propagande habituelle a tenté de nous faire croire, la France est à nouveau intervenue militairement au Tchad.

Il n'y a « jamais eu aussi peu d'intervention de la France » affirmait Kouchner au terme de la dernière offensive des rebelles tchadiens. Depuis que les anciens fidèles d'Idriss Déby, armés par le Soudan, ont à nouveau tenté de le renverser pour mettre la main sur la rente pétrolière, les autorités françaises n'ont cessé de répéter qu'aucun soldat français n'avait pris part aux combats, version complaisamment relayée par la plupart des médias. Il s'agit de ne pas compromettre l'Eufor, la force européenne qui devait se déployer au Tchad et en Centrafrique, officiellement pour sécuriser les camps de réfugiés. Celle-ci a en effet été décidée en dépit de fortes réticences des autres pays européens, qui soupçonnent, à juste titre, la France de vouloir l'instrumentaliser pour consolider sa présence militaire néocoloniale.

La pénétration rapide des rebelles, leurs déclarations triomphalistes, l'offre faite à Déby par la France de l'exfiltrer ont d'abord fait penser que l'Elysée envisageait de remplacer son protégé, comme elle l'avait fait par le passé dans des circonstances analogues. Simple avertissement, changement de stratégie ou manipulation initiale ? Toujours est-il que le ton a

rapidement changé, affirmant un soutien sans faille à un régime soit disant élu et légitime. Tellement légitime qu'il profitait des combats pour rafler des opposants civils dont on est toujours sans nouvelle, et au sujet desquels les ministères français de la Défense et des Affaires étrangères jouent les autistes... Sarkozy obtenait par contre un vote du conseil de sécurité autorisant une éventuelle intervention française, de manière à dissuader des renforts militaires venus du Soudan. En effet, la France n'a pas avec le Tchad d'accord de défense, mais de « simples » accords d'assistance militaire. C'est au nom de ceux-ci que l'armée française fournit une aide médicale, logistique (transport, entretiens du matériel militaire, fourniture de carburant et de munitions), et du renseignement. Autant dire que sans l'armée française, l'Etat major tchadien est sourd, aveugle et manchot. Ce n'est donc pas rien... mais ce n'était pas tout.

On apprenait progressivement, car deux soldats français avaient été blessés, qu'en fait de balles perdues, les forces françaises s'étaient affrontées aux troupes rebelles pour garder le contrôle de l'aéroport. Officiellement, il s'agit de sécuriser l'évacuation de nos ressortissants. Mais l'armée française sécurisait par la même occasion les hélicoptères de combats tchadiens et les mercenaires qui les pilotent, lesquels ont joué un rôle décisif dans les combats. Sarkozy, qui



avait déjà accordé des missiles Milan au Tchad au moment de l'affaire « Arche de Zoé », a obtenu la livraison en urgence de plusieurs tonnes d'obus pour les chars tchadiens, en provenance de Tripoli, et peut-être d'Israël. Par ailleurs, Le Canard Enchaîné du 6 février révélait que la France venait d'envoyer, en prévision des combats, un DAMI (Détachement d'Assistance Militaire et d'Instruction). Le surlendemain, le journal La Croix affirmait que ces officiers du DAMI avaient coordonné la première attaque tchadienne contre les rebelles, et ajoutait que les forces spéciales du COS (Commandement des Opérations Spéciales), dont les activités sont toujours secrètes, ont également pris part aux combats dans la capitale « avec une stratégie qui se révélera payante : épuiser les rebelles, bientôt à court de munitions ». S'il y a eu volonté délibérée d'attirer les rebelles à N'Djamena pour les isoler de leurs bases arrière, il s'agit d'une stratégie criminelle au regard des conséquences sur les populations civiles. Mais cela n'étonnerait ni de la part de Déby, ni de la part des conseillers militaires français officiant en Afrique.

Robin Guébois



Vers des alternatives populaires en Afrique et en Europe

Texte final du Contre-sommet euro-africain (Lisbonne, 7-9 décembre 2007)

Nous, militants de la société civile engagés dans de nombreux mouvements de base et organisations citoyennes en Afrique et en Europe, nous sommes rencontrés à Lisbonne du 7 au 9 décembre 2007 pour exprimer notre opposition et notre résistance aux politiques néolibérales que les gouvernements européens et africains mettent en œuvre dans nos pays, et dont ils veulent faire le cadre structurant du « Partenariat stratégique Afrique-UE ».

Alors que les dirigeants de deux continents se rassemblaient à Lisbonne pour décider du futur de l'Afrique, nous nous sommes réunis pour approfondir le dialogue politique et social entre nos peuples car nous défendons notre droit à résister et proposer des alternatives à ces politiques, et nous avons confiance en notre capacité à les mettre en pratique.

Les participants africains comme européens ont noté le rôle passé et présent des gouvernements et des acteurs économiques européens en Afrique ; ils ont insisté sur le fait que l'Europe constitue la source de menace et de pression la plus directe pour les peuples d'Afrique. Nous considérons que le Partenariat stratégique UE-UA représente une menace cohérente et immédiate pour l'Afrique et nous rejetons ses principes et son plan d'action. Nous dénonçons également la politique européenne en matière de visas, qui a empêché hommes et femmes impliqués dans les mouvements sociaux africains d'être présents à Lisbonne pour participer à nos débats sur les alternatives que nous souhaitons promouvoir. Nous leur dédions cette déclaration.

Au cours de nos échanges, confrontations et débats intenses sur les quatre principaux thèmes de préoccupation commune, nous avons identifié de nombreux enjeux, à partir desquels nous avons choisi de prioriser les propositions suivantes :

Sur le développement économique

En tirant partie de l'endettement externe de la plupart des pays africains, les gouvernements européens, agissant notamment à travers le FMI, la Banque mondiale et plus récemment l'OMC, leur ont imposé des programmes d'ajustement structurel radicaux. Après plus de 2 décennies de libéralisation commerciale et de promotion de modèles économiques fondés sur la croissance des exportations, la libéralisation des marchés de capitaux, la promotion d'investissements étrangers et la privatisation des services publics dans les pays africains, les effets négatifs sont évidents et confortent notre opposition à de telles politiques et institutions.

Plus récemment les pays africains, tout comme ceux des Caraïbes et du Pacifique, ont été confrontés à la perspective de voir ces politiques encore renforcées à travers les APE proposés par l'UE.

Dans ce contexte nous demandons que :

- Les gouvernements européens cessent d'imposer des politiques économiques destructrices aux pays africains à travers le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et tous les acteurs commerciaux bilatéraux et régionaux
- Les gouvernements européens et les banques annulent immédiatement la dette externe de l'Afrique et reconnaissent leur dette écologique et sociale à l'encontre du continent
- La Commission européenne cesse d'exercer des pressions sur les gouvernements africains et qu'ils retirent leurs demandes concernant les APE
- Les gouvernements africains résistent à ces pressions en refusant de signer les APE
- Les entreprises multinationales européennes mettent fin à l'extraction prédatrice des ressources naturelles africaines, à la destruction des équilibres écologiques et à l'exploitation des peuples

Nous en appelons aux citoyens européens afin qu'ils rejettent le dit « nouveau traité » européen, qui renforce le pouvoir de la Commission européenne en matière de commerce et de développement, et réduit davantage la capacité des citoyens à influencer démocratiquement ses politiques.

Sur la souveraineté alimentaire, l'agriculture et les ressources naturelles

Nous faisons notre principe de souveraineté alimentaire que les mouvements citoyens, dans toutes les régions du monde, érigent en alternative au modèle néolibéral de production agricole et alimentaire fondé sur l'agrobusiness et le contrôle des transnationales.

Parmi les menaces au droit à l'alimentation et au droit des communautés à produire elles-mêmes leur nourriture, nous dénonçons avant tout les suivantes, tout en nous engageant à les combattre ensemble :

- La libéralisation de l'agriculture et du commerce à travers l'ajustement structurel, la réforme de la PAC, les APE ou l'Accord sur l'agriculture de l'OMC
- La perte de souveraineté politique par les Etats africains, privés de la capacité de soutenir leurs agricultures et de protéger les marchés régionaux et locaux
- Les politiques qui promeuvent la privatisation des semences et de la biodiversité, propagent les OGM, et le concept de propriété intellectuelle tel qu'il est utilisé et revendiqué par les multinationales de l'agrobusiness
- La création d'un marché global de biocarburants, encouragé par la fixation d'objectifs européens en la matière et la création de subventions à leurs productions
- Les politiques foncières qui favorisent les multinationales au détriment des paysans et des générations futures
- Les stratégies pour le développement agricole de l'Afrique, dominée par les bailleurs internationaux membres de l'UE ou l'OCDE Nous défendons le droit des pays d'Afrique et d'Europe à soutenir les petits producteurs agricoles à travers des politiques publiques dès lors que ce soutien n'affecte pas négativement les paysans des autres pays et régions.

Sur les droits humains

Nous dénonçons le soutien octroyé par l'UE aux régimes autoritaires et dictatoriaux en Afrique, tout comme les violations des droits humains et les entraves à la démocratie fréquentes en Europe comme en Afrique. Les conventions et les règlements existent mais demeurent lettre morte dans les faits. Nous en appelons

aux Etats d'Afrique et d'Europe et leurs organisations régionales pour qu'ils soutiennent la démocratie et les droits humains, en particulier à travers les engagements suivants :

- Soutenir le développement d'une culture démocratique, en particulier à travers des processus électoraux transparents et crédibles, associant la société civile à toutes leurs étapes (depuis l'éducation civique jusqu'à la supervision des élections) ; dans cette perspective nous condamnons la responsabilité des Etats membres de l'UE dans le commerce international d'armements

- Contrôler, par la mise en oeuvre d'instruments légaux contraignants, les entreprises multinationales, et particulièrement celles actives dans le champ des industries extractives, afin que cessent les violations des droits humains et leur implication dans les conflits locaux et régionaux et qu'elles deviennent responsables, dans leurs propres pays, des infractions et délits qu'elles commettront à l'étranger

- Donner plus d'espaces aux contre-pouvoirs tels que les organisations citoyennes et les médias alternatifs, par exemple en facilitant leur implication dans les processus de paix

- Développer la démocratisation, à travers le renforcement du rôle des Parlements, notamment le Parlement européen, promouvoir des mécanismes d'élaboration et de décision politique qui soient transparents et cohérents, enfin rendre les institutions politiques communautaires et des Etats membres responsables devant les citoyens

- Promouvoir les droits humains, notamment les droits sexuels et reproductifs des femmes ; nous rejetons les violences sexistes, les mariages forcés et toutes les autres pratiques qui constituent des violations des droits humains et tuent des milliers de femmes et de fillettes chaque année

- Promouvoir la liberté d'expression et de presse, promouvoir la Cour africaine sur les droits humains et toutes les autres institutions de même nature à l'échelle des Etats ou des régions, et leur accessibilité pour les sociétés civiles

- Obtenir des IFI, de l'OMC et des autres accords commerciaux, la reconnaissance du droit à l'alimentation, à l'éducation, à la santé et à tous les autres services de base

Sur les migrations

Considérant que :

- Les politiques migratoires actuelles sont conçues en fonction de préoccupations sécuritaires et d'une logique d'exploitation des êtres humains, qu'elles criminalisent les migrations et menacent leurs droits à la fois en Europe et en Afrique

- L'émigration massive est largement le produit des politiques européens qui dénie la reconnaissance de leurs droits économiques, sociaux et culturels aux populations africaines, en premier lieu desquels le droit à l'alimentation

- Que les politiques migratoires actuelles sont racistes et, loin de prendre en compte les besoins réels de développement des sociétés, ruinent toute possibilité de développement durable

Nous rejetons :

- L'externalisation des contrôles aux frontières imposée par l'UE aux gouvernements africains, désormais responsables de sa mise en oeuvre

- La politique de détention, d'expulsion, de déportation et les accords de réadmission

- Le programme Frontex, qui représente un énorme investissement vers la militarisation du contrôle des frontières, créant les bases pour des interventions directes dans les pays africains et exprimant une véritable déclaration de guerre aux migrants

- Toutes les mesures et les politiques qui promeuvent exclusivement les migrations temporaires mais systématisent la fuite des cerveaux

- Toutes les politiques économiques et les accords commerciaux suscitant la restructuration des économies locales, l'accroissement des inégalités sociales et la destruction de l'emploi local et des revenus

Nous demandons que :

- Les politiques migratoires soient basées sur la reconnaissance des droits humains fondamentaux et des droits du travail garantis par les instruments et protocoles de l'ONU et de l'OIT, notamment la liberté de circulation et la reconnaissance du droit d'asile et des statuts de réfugiés de la faim et de réfugiés environnementaux

- Tous les gouvernements européens ratifient et mettent en oeuvre la Convention internationale sur le droit des travailleurs migrants et de leurs familles, et qu'ils assurent la pleine mise en pratique du droit d'asile

- La reconnaissance des droits fondamentaux, dont l'éducation, la santé, le logement, pour les sans-papiers, et leur régularisation inconditionnelle

Ces préoccupations et ces aspirations nous ont réunis à Lisbonne.

Nous nous engageons à renforcer les solidarités interrégionales et la coopération entre nous mouvements et nos organisations, et à construire des alternatives centrées sur les droits des peuples.

En particulier nous continuerons à faire campagne pour :

- Stopper les Accords de partenariat économique (APE)

- Stopper la Stratégie dite "Global Europe" sur la compétitivité interne et externe de l'UE

- Soutenir le moratoire sur les biocarburants

- Obtenir la liberté de circulation pour tous

Nous travaillerons pour faire émerger de nouvelles stratégies de développement économique fondées sur la solidarité, la complémentarité, la paix et la satisfaction des droits humains de tous les peuples d'Afrique et d'Europe. Nous utiliserons un certain nombre d'échéances du calendrier des mouvements citoyens et sociaux d'Europe et d'Afrique tels que...

- La Journée d'action globale du Forum social mondial le 26 janvier 2008

- La 12ème réunion de la CNUCED (Accra, avril 2008)

- La Conférence sur l'Europe globale et les Accords de libre-échange européens (Bruxelles, avril 2008)

- Le 5^e Forum social européen (Malmo, septembre 2008)

- Le Forum social mondial des migrations (Madrid, septembre 2008)

... afin de relier nos initiatives, construire nos alliances et créer les conditions d'un monde juste et stable sur le plan écologique.

Lisbonne, 9 décembre 2007

LA SEMAINE ANTICOLONIALE : AGIR CONTRE LE COLONIALISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI.

Du 16 au 24 février, avec au programme :

- Mémoires du colonialisme
- Colonies françaises: *Kanaky, Mayotte, Polynésie*
- Colonies d'aujourd'hui: *Tchetchénie, Palestine, Tibet, Sahara occidental...*
- Françafrrique et néo-colonialisme
- Recolonisation économique
- Immigration post-coloniale
- Imaginaire colonial et mécanismes de discrimination
- Impérialisme et colonisation

Organisé avec: MRAP, CEDETIM, FTCT, Au Nom de la Mémoire, CADTM, ACG (Agir contre la Guerre), ATTAC, AFASPA, CAAC-Comores, Ishtar, L'Yeux Ouverts, Cercle Frantz Fanon, ACCA, Maison d'Europe et d'Orient, ACB, Resisting Women (femmes en résistance), ZEP, ...
Email: contact@anticolonial.org site web: <http://www.anticolonial.org>, Tél: 06606765797

Samedi 16 Février

15h: Rassemblement sur le parvis des Droits de l'Homme, Place du Trocadéro (métro Trocadero) : Solidarité avec les peuples colonisés par la France (*Mayotte, Kanakie, polynésie, Antilles, Guyane ...*)

18h: Projection de Films à l'ACB association de culture berbère (37 bis rue des Maronites 75020 Paris): **Le silence du fleuve et Les massacres de Sétif 8 mai 45. Suivie d'une rencontre** avec Mehdi Lallaoui, réalisateur, Samia Messaoudi, responsable AU NOM DE LA MEMOIRE
21h30: Nuit du film anticolonial, Au Cinema les 3 luxembourg (67 rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris, métro Luxembourg)

Dimanche 17 Février

15h*: Rencontre organisée par ACG (Agir Contre la Guerre): **La recolonisation du moyen-orient:** palestine, Irak, Liban, Iran. Quel rôle du mouvement anti-guerre dans les nouvelles guerres coloniales ?

Lundi 18 Février

19h: Soirée-débat (AFASPA, Bourse du Travail, 13 rue Pierre-et-Marie-Curie 93170 Bagnole) : **Sahara Occidental, à quand la décolonisation ?**
19h: Rencontre organisée par le Cedetim (Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011, métro Boulets) : **L'actualité de l'anticolonialisme français** (avec Jean-Jacques de Felice, Serge Depaquit, Gisele Halimi...)

Mardi 19 Février

19h*: Débat animé par la FTCT: **Les politiques antiterroristes comme nouveau vecteur de la domination : étude de cas**

Mercredi 20 Février

18h45 à 21h30: Table ronde organisée par l'Association Ishtar au Centre Culturel la Clef (21 rue de la Clef 75005 Paris, métro Censier) : **Héritages et actualité du combat anticolonialiste.** Du Sultan Galiev à Amilcar Cabral, de Messali Hadj à Kwamé Nkrumah, suivie à **21h30** de la **Remise du Prix Ishtar du Livre Anticolonial.**

Jeudi 21 Février

9h30-19h : Colloque au Palais du Luxembourg : Reconnaissance n'est pas repentance (sur invitation, envoyer demande à contact@anticolonial.org ou tél: 06 60 67 67 96)
19h: La Maison d'Europe et d'Orient (3 passage Hennel, 75012 Paris), en partenariat avec l'Assemblée Européenne des Citoyens: débat sur le thème: **Quel avenir pour le Kosovo ?**
20h: Au Centre Culture la Clef (21 rue de la Clef, 75005 PARIS, métro Censier) organisée par le CADTM, **Film-débat** autour du film "**Life and debt**": **La spirale infernale de la dette comme outil implacable du néocolonialisme.**
19h: Soirée-débat (AFASPA : Bourse du Travail, 13 rue Pierre-et-Marie-Curie 93170 Bagnole) : **Enjeux malgaches actuels. Quelles perspectives progressistes ?**
20h45 : Projection du film "La bataille

d'Alger" au cinema des lumières à Nanterre (RER Nanterre Ville, Rue Maurice Thorez) suivi d'un **débat animé par Mogniss Abdallah avec les candidats aux municipales** (Rachid Kaci pour l'UMP, Nordine Iznasni pour la gauche, Vincent Geisser politologue).

Vendredi 22 Février

19h30: Banquet anticolonial et remise du prix du "colonialiste de l'année" (Catégories politiques, élu local, intellectuels) Par un Jury associatif (entrée sur invitation, écrire à contact@anticolonial.org, Tél: 06 60 67 67 96)

Samedi 23 Février

15h: Métro Denfert-Rochereau, **Manifestons** à l'occasion du 3ème anniversaire de la loi sur la "colonisation positive": **Ministère de l'identité nationale, Ministère de la honte.**

Dimanche 24 Février

10h: Hommage à Manouchian et au FTP de la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée) au cimetière d'Ivry (Rendez-vous sortie métro porte de Choisy à 9h30).
*** Date, lieu, horaire à confirmer et programme en région sur le site [anticolonial.org](http://www.anticolonial.org)**

Pour nous contacter : mel : afriquesenlutte@yahoo.fr ; site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

LCR : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél.: 01 49 28 52 99 — site web: <http://www.lcr-rouge.org>, lcr@lcr-rouge.org.